Cour constitutionnelle

Nouveaux arrêts prononcés

Numéro d'arrêt : 132/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8496
Procédure : Recours en annulation
Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 18 mai 2024 « réglementant la recherche privée »
Mots-clés : Droit économique - Recherche privée (détective privé) - Champ d'application - Juristes d'entreprise
Dispositif : Rejet du recours
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-132f.pdf

Numéro d'arrêt : 133/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8532
Procédure : Questions préjudicielles
Norme(s) contrôlée(s) : Loi-programme du 27 décembre 2021 (articles 140, 142, 143 et 146)
Mots-clés : Droit social - Sécurité sociale - Cotisation de responsabilisation des employeurs concernant l'invalidité - Champ d'application - Calcul du flux d'entrée en invalidité
Dispositif : Non-violation
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-133f.pdf

Numéro d'arrêt : 134/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8539
Procédure : Question préjudicielle
Norme(s) contrôlée(s) : Code flamand de l'aménagement du territoire (articles 2.6.10 et 2.6.11)
Mots-clés : Aménagement du territoire - Région flamande - Planification - Taxe sur les bénéfices résultant de la planification spatiale - Calcul du montant de la taxe - Critère de la superficie cadastrale
Dispositif : Non-violation
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-134f.pdf

Numéro d'arrêt : 135/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8585
Procédure : Question préjudicielle
Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 19 juillet 1991 « relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour » (article 8, § 4)
Mots-clés : Droit administratif - Registres de la population - Adresse de référence - Radiation d'office - Exclusion du recours organisé auprès du ministre de l'Intérieur
Dispositif : Non-violation
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-135f.pdf

Numéro d'arrêt : 136/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8600
Procédure : Question préjudicielle
Norme(s) contrôlée(s) : - Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation (articles

L5111-1 et L5311-1, §§ 3 et 6)
- Annexe 1re du même Code (« Plafonds applicables en matière de rémunération et d'avantages en nature dans le cadre de l'exercice des mandats dérivés de président »)
Mots-clés : Droit administratif - Région wallonne - Sociétés à participation publique locale significative - Mandataires - Plafond de rémunération - Calcul - Critères de population des communes ou des CPAS associés
Dispositif : - Violation (annexe 1re du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, dans l'interprétation selon laquelle les notions de « population des communes ou des CPAS associés » et de « population desservie » comprennent exclusivement la population des communes directement associées au sein de la personne morale ou de l'association de fait, en ce qu'elle impose, pour le calcul du plafond de rémunération applicable, de tenir compte uniquement de la population des communes directement associées au sein de la personne morale ou de l'association de fait)
- Non-violation (articles L5111-1 et L5311-1 ainsi que l'annexe 1re du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, dans l'interprétation selon laquelle les notions de « population des communes ou des CPAS associés » et de « population desservie » comprennent la population des communes associées directement ou indirectement au sein de la personne morale ou de l'association de fait)
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-136f.pdf

Numéro d'arrêt : 137/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8642
Procédure : Question préjudicielle
Norme(s) contrôlée(s) : Ancien Code civil (articles 351 et 356-4)
Mots-clés : Droit civil - Filiation - Adoption - Adoption plénière - Irrévocabilité - Possibilité de révision
Dispositif : Non-violation
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-137f.pdf

Numéro d'arrêt : 138/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8645
Procédure : Questions préjudicielles
Norme(s) contrôlée(s) : Ancien Code civil (article 335, § 3)
Mots-clés : Droit civil - Filiation - Etablissement judiciaire de la paternité - Enfant mineur - Changement de nom patronymique - Intérêt de l'enfant
Dispositif : Violation (article 335, § 3, alinéa 2, de l'ancien Code civil, en ce qu'il dispose qu'en cas d'établissement successif de deux liens de filiation et de désaccord entre les parents, le nom déjà attribué à l'enfant est modifié automatiquement, sans laisser au juge un pouvoir d'appréciation lui permettant de décider dans l'intérêt supérieur de l'enfant)
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-138f.pdf
Communiqué de presse : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-138f-info.pdf
En bref : Il est inconstitutionnel qu'en cas d'établissement successif des filiations maternelle et paternelle et de désaccord entre les parents, le nom de l'enfant de moins de 12 ans soit modifié automatiquement, sans que le juge puisse décider dans l'intérêt supérieur de l'enfant

Numéro d'arrêt : 139/2026
Date d'arrêt : 19/11/2026
Numéro(s) de rôle : 8747
Procédure : Demande de suspension
Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 30 mai 2026 « portant la réforme des pensions » (articles 46, 49, 50, 82, 83, 90, 91, 94, 129 à 133, 142 à 149 et 151 à 156)
Mots-clés : Droit social - Sécurité sociale - Réforme des pensions - Militaires
Dispositif : Rejet de la demande de suspension
Texte de l'arrêt : https://fr.const-court.be/public/f/2026/2026-139f.pdf
En bref : La Cour rejette la demande de suspension de plusieurs dispositions législatives réformant les pensions des militaires